

Emmanuel Macron veut généraliser « l'école du futur », les syndicats enseignants s'inquiètent

Le dispositif en test à Marseille permet notamment à un directeur d'établissement de participer au recrutement de son équipe pédagogique. Des représentants syndicaux craignent une rupture d'égalité de traitement et une « école à deux vitesses ».

Le Monde avec AFP

Publié aujourd'hui à 15h29, mis à jour à 16h47

Temps de Lecture 2 min.

Disruptif, encore et toujours. En déplacement à Marseille avec le ministre de l'éducation, Pap Ndiaye, Emmanuel Macron a déclaré, jeudi 2 juin, vouloir « généraliser » partout sur le territoire « l'école du futur », une [expérimentation pédagogique](#) menée dans la cité phocéenne. Cette approche doit permettre aux établissements de financer un projet innovant autour de la culture, des langues, de l'environnement ou des sciences, en donnant aux directeurs d'école la possibilité de participer au recrutement de leur équipe pédagogique.

Le chef de l'Etat avait lancé l'idée de « l'école du futur » en septembre 2021, lorsqu'il avait présenté le [plan d'urgence « Marseille en grand »](#), destiné à aider la deuxième ville de France, où le taux de pauvreté dépasse 50 % dans certains quartiers. Objectif selon l'Élysée : donner « davantage de liberté et d'autonomie aux équipes pédagogiques pour bâtir un système scolaire plus juste et plus inclusif ».

« Lignes rouges »

A l'école Menpenti, visitée par le chef de l'Etat – l'un des 59 établissements de la cité phocéenne retenus pour cette expérimentation –, le laboratoire de mathématiques doit fournir aux élèves « une activité authentique de recherche et d'expérimentation » en s'appuyant sur les « outils numériques, la manipulation et le jeu », selon un document interne que l'Agence France-Presse a pu consulter.

Le maire socialiste de la ville, Benoît Payan, a salué devant la presse la volonté d'Emmanuel Macron de « mettre des moyens sur la table comme personne ne l'a fait avant », et de « faire faire des maths, des langues étrangères aux enfants ». « Mais il y a des lignes rouges : c'est l'école de la République, l'égalité de toutes les écoles », a souligné le maire, qui s'est dit « opposé » au recrutement des équipes pédagogiques par les directeurs d'établissement.

C'est aussi cette innovation que contestent les syndicats d'enseignants, puisqu'elle provoquerait un changement profond du modèle de l'éducation nationale. « L'éducation nationale n'est pas une somme de start-up », assène Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-UNSA. « Cette expérimentation remet gravement en cause le caractère national de l'école publique, le statut de fonctionnaires d'Etat des enseignants, l'égalité de traitement des personnels dans leur demande de mutation », renchérit la fédération FO de l'enseignement (FNEC FP-FO). D'autres évoquent le risque d'une « école à deux vitesses », avec des établissements mieux dotés que d'autres et pas forcément situés dans des quartiers défavorisés.

« Feuille de route »

« Cette expérimentation, c'est une vitrine alors que le président devrait se concentrer sur les sujets brûlants de l'éducation nationale que sont les salaires, le dégel du point d'indice ou encore la feuille de route du nouveau ministre, qui ne s'est toujours pas exprimé », estime Guislaine David, secrétaire

générale du SNUipp-FSU, premier syndicat du primaire. Près de l'école Menpenti, une trentaine de manifestants ont d'ailleurs demandé, en priorité, davantage de moyens pour l'éducation.

Pap Ndiaye, qui effectue son deuxième déplacement de terrain après une première visite hautement symbolique dans le collège où travaillait Samuel Paty, professeur assassiné en octobre 2020, est aussi attendu sur d'autres sujets. A commencer par la crise du recrutement des enseignants et la réintroduction des mathématiques dans le tronc commun au lycée.